

# MEDEF Actu-Eco - n° 282

Semaine du 27 au 31 mars 2017



## SOMMAIRE



### FRANCE

1. **Situation des entreprises en 2016** : taux de marge qui ne progresse plus depuis le printemps, amélioration en moyenne annuelle favorisée par le CICE (31,7 %, niveau inférieur à celui d'avant crise)
2. **Pouvoir d'achat des ménages au quatrième trimestre 2016** : ralentissement sur un trimestre (+0,1%), accélération entre 2015 et 2016 (+1,9%, et + 2,3 % pour les salaires bruts)
3. **Déficit public en 2016** : réduction de -3,6% à -3,4% du PIB, du fait d'une hausse des recettes toujours supérieure à celle des dépenses
4. **Dette publique en 2016** : 2 147 milliards d'euros (+49 milliards d'euros sur un an), soit 96% du PIB (64,3% en 2007)
5. **Demandes d'emploi en février 2017** : 3 464 400 en catégorie A (-3 500 sur un mois et - 113 900 sur un an), 5 515 200 en catégories A,B,C (+28 800 sur un mois et +53 700 sur un an)
6. **Moral des ménages en mars 2017** : stabilité de l'indicateur de confiance sur un mois, au-dessus de sa moyenne de longue période

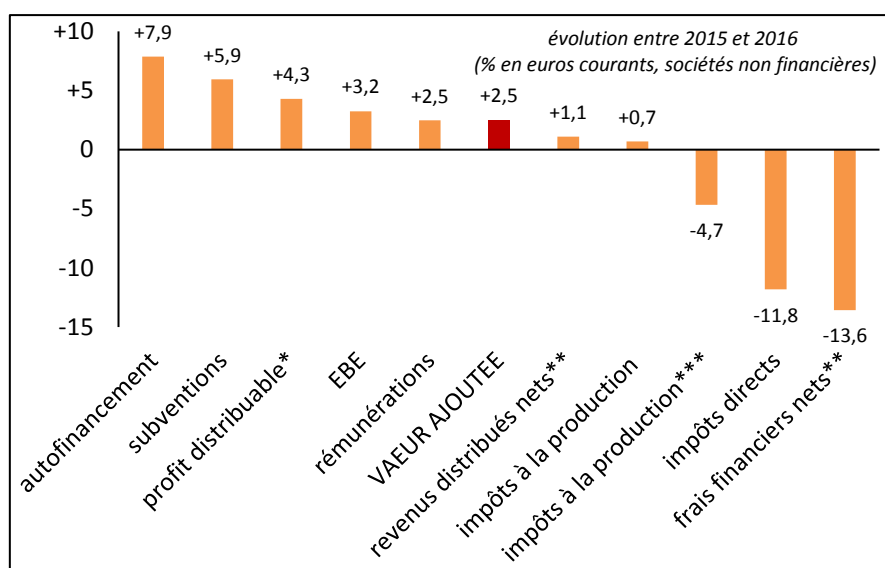
### INTERNATIONAL

7. **Climat des affaires en Allemagne en février 2017** : franche amélioration de la situation courante et des anticipations à six mois
8. **Tendance récente des marchés** : détente des taux à 10 ans, rebond du prix du pétrole

## 1. Situation des entreprises en 2016 : taux de marge qui ne progresse plus depuis le printemps, amélioration en moyenne annuelle favorisée par le CICE (31,7 %, niveau inférieur à celui d'avant crise)

\*Selon la première estimation des comptes nationaux trimestriels, **la valeur ajoutée des sociétés non financières a accéléré au quatrième trimestre 2015** (+0,7 % après +0,4% le trimestre précédent). Les rémunérations ont également progressé plus vite (+0,9 %, après +0,6%), et davantage que la valeur ajoutée. Leur part a représenté 66,1% de la valeur ajoutée (65,7% un

an plus tôt) et celle des seuls salaires et traitements bruts versés 49,8%. **L'excédent brut d'exploitation des sociétés non financières (EBE) a progressé** de +0,6% (après +0,3% au troisième trimestre, ce qui correspond à un **taux de marge de 31,5 %** de la valeur ajoutée (31,6 % les deux trimestres précédents, après la montée exceptionnelle à 32% au premier).



Source : INSEE

\*avant impôt

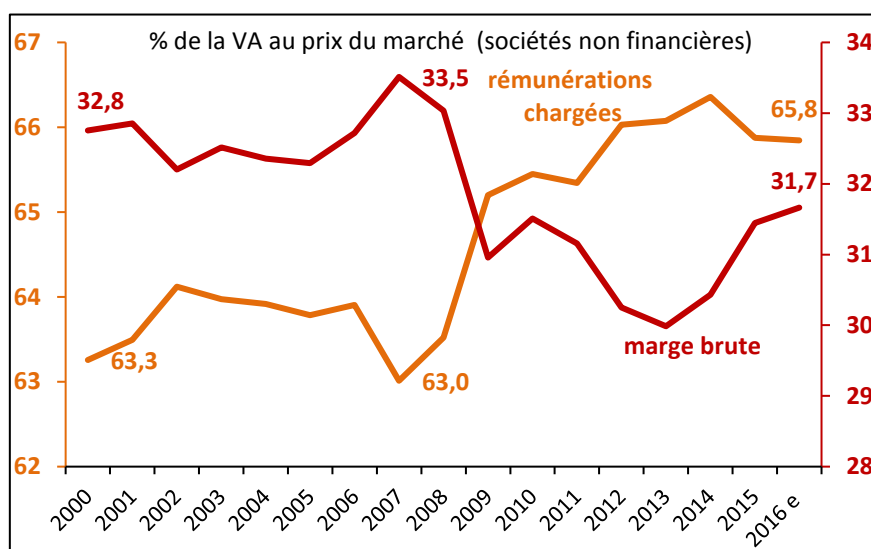
\*\* versés – reçus \*\*\* nets de subventions

**\*En moyenne annuelle**, la valeur ajoutée des sociétés non financières a augmenté de 2,5% en 2016, rythme proche de celui de 2015 (+2,3%). Cette augmentation tient à un accroissement de la production mais aussi à l'effet favorable de la baisse des cours du pétrole sur les prix des consommations intermédiaires. **Le partage de la valeur ajoutée en 2016 est devenu plus favorable aux marges qui se sont redressées de +3,2% (+5,7% en 2015)**. Les profits distribuables après impôts ont augmenté de +6,6%. Cette **amélioration des résultats des entreprises** tient pour une part à la **baisse des cours mondiaux** (pétrole, matières premières) en 2016. Elle reflète aussi l'**impact positif du CICE** intégré par les

\*Au total, **le taux de marge a poursuivi son redressement en 2016 : 31,7%** de la valeur ajoutée après 31,4% en 2015 et 30,4% en 2014. Il demeure **inférieur à son niveau de 2007** (33,5%).

comptes nationaux comme une subvention aux entreprises. C'est pourquoi, ce poste a fortement augmenté depuis trois ans, de 17 milliards d'euros en moyenne entre 2007 et 2013 à 25,3 milliards en 2014, puis 30,4 milliards en 2015 et 32,2 milliards en 2016. Les subventions représentent désormais 9% de l'excédent brut d'exploitation, contre 5% avant 2013. Par ailleurs, le redressement du profit distribuable a été favorisé par la baisse de -13,6% des frais financiers dont le montant est inférieur de plus de moitié à celui de 2007. Dans le même temps, les revenus distribués nets (versés - reçus) ont augmenté de +1,1%, représentant 4,4% de la valeur ajoutée (4,5% en 2015 et 6,3% en 2007)

Simultanément, la part des rémunérations est restée stable (65,8% de la valeur ajoutée contre 65,9% en 2015), dépassant de près de 3 points son niveau de 2007.



Source : INSEE

\*En 2016, les subventions aux sociétés non financières ont augmenté de 5,9% (effet CICE). De ce fait, les **impôts liés à la production** nets des subventions ont continué de baisser (-4,7%), et

leur part dans la valeur ajoutée a encore reculé, de 2,7 à 2,5% entre 2015 et 2016, soit 1 point de moins qu'en 2007.

#### Ratios d'exploitation des sociétés non financières

% VA au prix du marché	Rémunérations chargées	dont : salaires et traitements bruts versés	Impôts sur la production nets de subventions	dont : Impôts sur la production	Subventions	Marge brute (EBE)	Dont : profit distribuable après impôt	Dont : revenus distribués*
2015 T4	65,7	49,5	2,7	5,4	2,7	31,6	24,4	4,4
2016 T1	65,4	49,2	2,6	5,3	2,7	32,0	25,5	4,4
2016 T2	65,9	49,7	2,5	5,3	2,8	31,6	25,0	4,4
2016 T3	66,0	49,8	2,5	5,3	2,9	31,6	25,2	4,5
2016 T4	66,1	49,8	2,4	5,3	2,9	31,5	25,1	4,5
2007	63,0	47,8	3,5	5,1	1,6	33,5	25,8	6,3
2008	63,5	48,2	3,4	5,1	1,6	33,0	23,0	6,2
2009	65,2	49,5	3,8	5,6	1,7	31,0	23,3	6,5
2010	65,4	49,9	3,0	4,9	1,8	31,5	24,5	5,7
2011	65,3	49,5	3,5	5,1	1,6	31,2	23,6	5,4
2012	66,0	50,0	3,7	5,3	1,6	30,3	21,3	4,9
2013	66,1	49,8	3,9	5,5	1,5	30,0	21,2	4,2
2014	66,4	49,8	3,2	5,5	2,3	30,4	22,0	4,6
2015	65,9	49,6	2,7	5,4	2,7	31,4	24,2	4,5
2016e	65,8	49,6	2,5	5,3	2,8	31,7	25,2	4,4

Source : INSEE / \* versés-reçus

\*L'**épargne brute** des sociétés non financières (autofinancement) est restée stable au quatrième trimestre 2016. En moyenne annuelle, elle a progressé de +7,9%, pour représenter 20,8% de la valeur ajoutée, dépassant ainsi son niveau de 2007 (19,5%).

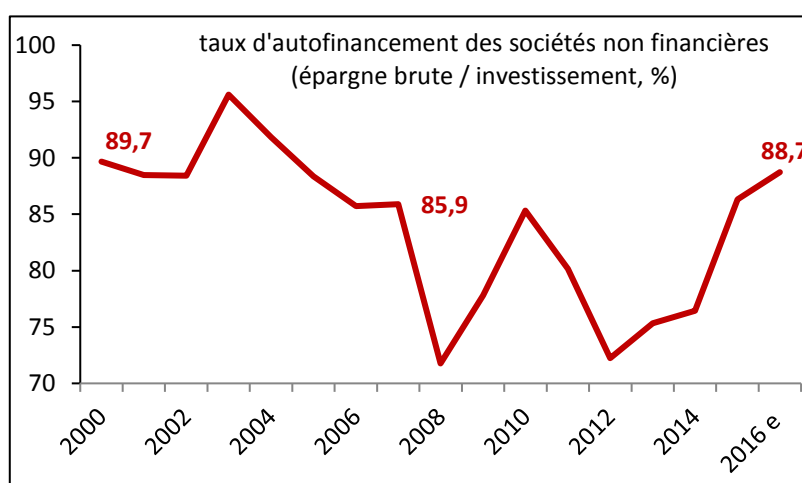
Simultanément, leurs **investissements** ont progressé de +4,9% en 2016, pour représenter 23,4% de la valeur ajoutée, contre 22,9% en 2015 et 22,7% en 2007.

<i>Sociétés non financières</i>	<b>Autofinancement (A)</b> (% de la valeur ajoutée)	<b>Investissement (B)</b> (% de la valeur ajoutée)	<b>Taux d'autofinancement (A/B)</b> (%)
2015 T4	20,0	23,1	86,7
2016 T1	21,2	23,3	90,8
2016 T2	20,6	23,4	87,9
2016 T3	20,7	23,4	88,6
<b>2016 T4</b>	20,6	23,4	87,7
<b>2000</b>	<b>63,2</b>	<b>47,2</b>	<b>4,0</b>
<b>2007</b>	<b>19,5</b>	<b>22,7</b>	<b>85,9</b>
2008	16,8	23,3	71,8
2009	16,8	21,5	77,8
2010	18,8	22,0	85,3
2011	18,2	22,7	80,2
2012	16,4	22,7	72,2
2013	17,1	22,6	75,3
2014	17,4	22,8	76,4
2015	<b>19,7</b>	<b>22,9</b>	<b>86,3</b>
2016e	20,8	23,4	88,7

Source : INSEE

Au total, **le taux d'autofinancement** (épargne brute/investissement) s'est amélioré de 86,3% en 2015 à 88,7% en 2016, niveau supérieur à celui de

2007 et proche de celui qui prévalait au début des années 2000.

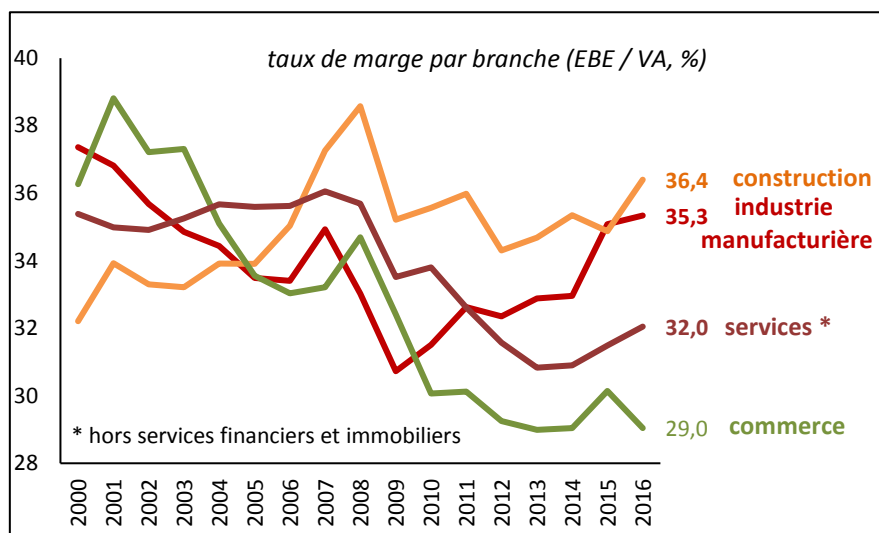


Source : INSEE

\*Par **grandes branches**, le taux de marge s'est amélioré au **quatrième trimestre 2016** dans l'industrie manufacturière, la construction et le commerce. Il s'est dégradé dans les services marchands (hors services financiers et immobiliers).

**En moyenne annuelle**, il a continué de se redresser dans l'industrie manufacturière, où il

dépasse son niveau des années précédant le début de la crise. De même, le taux de marge s'est amélioré dans la construction, au-delà de sa moyenne 2000-2007. L'amélioration a été plus limitée dans les services qui n'ont pas retrouvé ce qu'il était avant la crise. Dans le commerce, le taux de marge a baissé et reste très inférieur à son niveau du début des années 2000.



Source : INSEE



## 2. Pouvoir d'achat des ménages au quatrième trimestre 2016 : ralentissement sur un trimestre (+0,1%), accélération entre 2015 et 2016 (+1,9%, et + 2,3 % pour les salaires bruts)

\* Les résultats détaillés des comptes nationaux trimestriels mettent en évidence un **ralentissement en valeur du revenu disponible brut des ménages (RDB) au quatrième trimestre 2016 : +0,4%** en valeur, après +0,7% au troisième.

Cette évolution résulte essentiellement du « rebond des impôts courants sur le revenu et le patrimoine des ménages » qui ont progressé de +1,3% après le repli du troisième trimestre (-1,1%) suite à « l'aménagement du barème de l'impôt pour soutenir le revenu des ménages modestes ». Par ailleurs, les prestations sociales en espèces ont

légèrement ralenti (+0,3% après +0,5% au troisième trimestre), « la montée en charge de la prime d'activité arrivant progressivement à terme ».

\* **Sur l'année 2016, le revenu disponible brut des ménages a progressé de +1,9% après +1,4% en 2015.** Cette accélération a été portée par celle des salaires bruts (+2,3% après +1,6% en 2015) et par un ralentissement des impôts sur le revenu et le patrimoine (+1,5% après +1,7% en 2015). En revanche, la hausse des cotisations sociales salariées s'est accélérée de +2% à +2,4%.

Compte de revenu des ménages et pouvoir évolution du pouvoir d'achat

	T4 2015	T1 2016	T2 2016	T3 2016	T4 2016	2015	2016
<b>Evolution en valeur (%)</b>							
Revenu Disponible Brut (RDB)	+0,5	+0,5	+0,3	+0,7	+0,4	+1,4	+1,9
Impôts sur le revenu et le patrimoine	+0,8	+1,1	+0,4	-1,1	+1,3	+1,7	+1,5
Cotisations sociales versées	+0,4	+0,8	+0,6	+0,6	+0,7	+2,0	+2,4
Prix à la consommation	-0,0	-0,1	+0,1	+0,1	+0,3	-0,2	0,0
Salaires bruts	+0,6	+0,8	+0,4	+0,5	+0,7	+1,6	+2,3
Prestations sociales	+0,6	+0,3	+0,4	+0,5	+0,3	+1,9	+1,6
<b>Evolution en pouvoir d'achat (%)</b>							
Revenu Disponible Brut (RDB)	+0,5	+0,6	+0,3	+0,6	+0,1	+1,6	+1,9
RDB par unité de consommation	+0,4	+0,5	+0,1	+0,5	0,0	+1,2	+1,4
Salaires bruts	+0,6	+0,9	+0,3	+0,4	+0,4	+1,8	+2,3
Prestations sociales	+0,6	+0,4	+0,3	+0,4	0,0	+2,1	+1,6
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne (% du RDB)	14,9	14,3	14,4	14,9	14,5	14,5	14,5
Taux d'épargne financière (% du RDB)	5,9	5,4	5,3	5,7	5,2	5,5	5,4

Source : INSEE

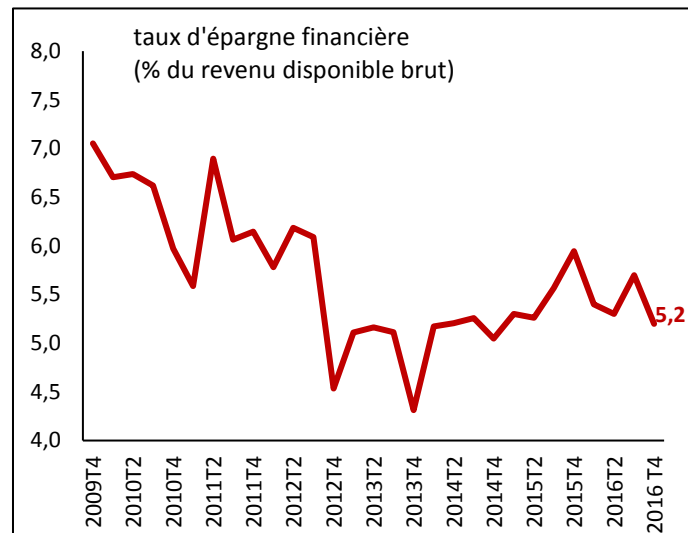
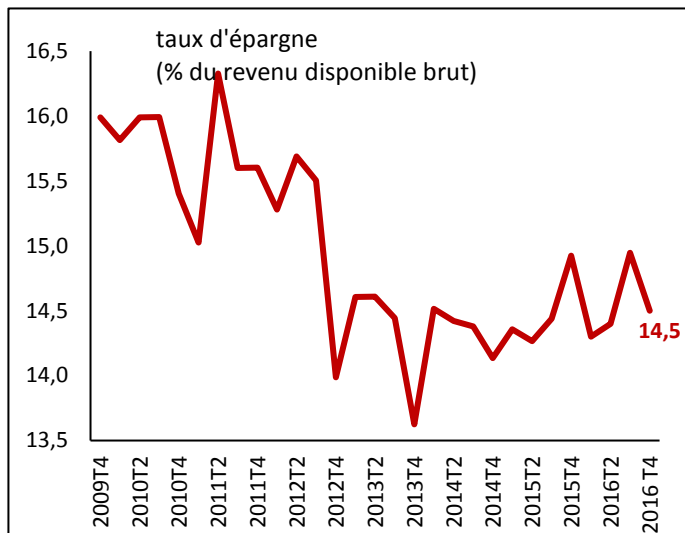
\* **Compte tenu d'une accélération de l'inflation au quatrième trimestre 2016** (+0,3% après +0,1% aux deuxième et troisième trimestres et -0,1% au premier), **le pouvoir d'achat des ménages a « nettement » ralenti** (+0,1% après +0,6% au troisième trimestre). Mesuré par unité de consommation<sup>1</sup>, c'est-à-dire en tenant compte de la croissance de la population et de la structure des ménages, il a stagné après avoir progressé de +0,5% au troisième trimestre.

\* En revanche, **sur l'ensemble de l'année 2016 le pouvoir d'achat des ménages a accéléré dans les mêmes proportions que le revenu disponible brut en valeur** (+1,9% après +1,6% en 2015), du

fait d'une inflation nulle. Mesuré par unité de consommation, il a accéléré de +1,2% en 2015 à +1,4% en 2016. Il faut souligner l'accélération des gains de pouvoir d'achat des salaires versés de +1,8 à +2,3%, et au contraire une décélération de +2,1% à +1,6% du pouvoir d'achat des prestations sociales qui représentent 35,1% du revenu disponible brut (30,6% en 2007).

\* Le **taux d'épargne** a diminué entre le troisième et le quatrième trimestre (-0,4 point, et -0,5 point pour la seule épargne financière). Il est resté stable entre 2015 et 2016 (14,5%). Le taux d'épargne financière s'est un peu érodé (5,4% après 5,5%).

1 - Système de pondération tenant compte de la composition du ménage (nombre de personnes, âge)

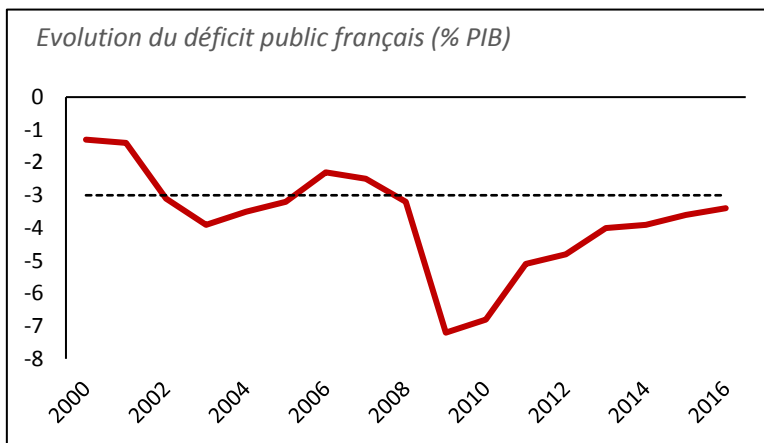


Source : INSEE

### 3. Déficit public en 2016 : réduction de -3,6 % à -3,4 % du PIB, du fait d'une hausse des recettes toujours supérieure à celle des dépenses

\*Selon la première estimation des comptes des administrations par l'INSEE, **le déficit public serait de -3,4% du PIB en 2016, après -3,6% en**

**2015 et -3,9% en 2014.** Pour mémoire, le PLF 2016 visait un déficit public de 3,3% du PIB.



Source : INSEE

\*Cette réduction du déficit en 2016 résulterait d'une **progression des dépenses moindre que celle des recettes**.

De fait, **les dépenses publiques auraient augmenté de +1,1%** (+1,4% en 2015), pour atteindre **1257 milliards d'euros**, soit **56,2% du PIB** (56,7% en 2015). Dans le détail, ce ralentissement recouvrirait :

- **une hausse moindre des dépenses de fonctionnement** de +0,7%, (+1,2% en 2015) portée essentiellement par celle des rémunérations (+0,8% après +1,0% en 2015) et par celle des consommations intermédiaires (+0,2% après +1,9% en 2015). La charge d'intérêt de la dette aurait continué de se réduire « nettement » (-5,1% après -4,5% en 2015) sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt ;
- **un ralentissement considérable du poste « autres transferts et subventions »** (+2% contre +7,2% en 2015) lié à « la montée en charge du CICE » ;
- en revanche, **une augmentation un peu plus soutenue des prestations sociales** (+1,8% après +1,6% en 2015) liée à l'accélération des prestations en nature (+2,8% après +1,8% en 2015) « du fait notamment des dépenses d'assurance maladie en médicaments et médecine de

ville ». Les prestations en espèces auraient augmenté au même rythme qu'en 2015 (+1,5%) ;

**Les recettes publiques auraient progressé de +1,4% en 2016** (+2,0% en 2015) à **1181 milliards d'euros**, soit **52,8% du PIB** (53,1% en 2015), dont **44,3% au titre des prélèvements obligatoires**. Cette progression recouvrirait :

- **une décélération des impôts sur le revenu et le patrimoine** (+0,6% après +1,3% en 2015). L'impôt sur le revenu des personnes physiques aurait augmenté de +800 millions d'euros tandis que l'impôt sur les sociétés aurait diminué de -500 millions d'euros ;
- **une hausse moindre des impôts sur les produits et sur la production** (+2,3% après +3,1% en 2015) du fait notamment de rentrées de TVA moins élevées (2,5 milliards d'euros contre 3,2 milliards en 2015) ;
- **une accélération des cotisations sociales perçues** (+1,5% après +1,0% en 2015) qu'il s'agisse des ménages (+2,3% contre +1,7% en 2015) ou des employeurs (+1,1% contre +0,6% en 2015) malgré la baisse du taux de la cotisation d'allocations familiales pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 Smic.



### Compte des administrations publiques

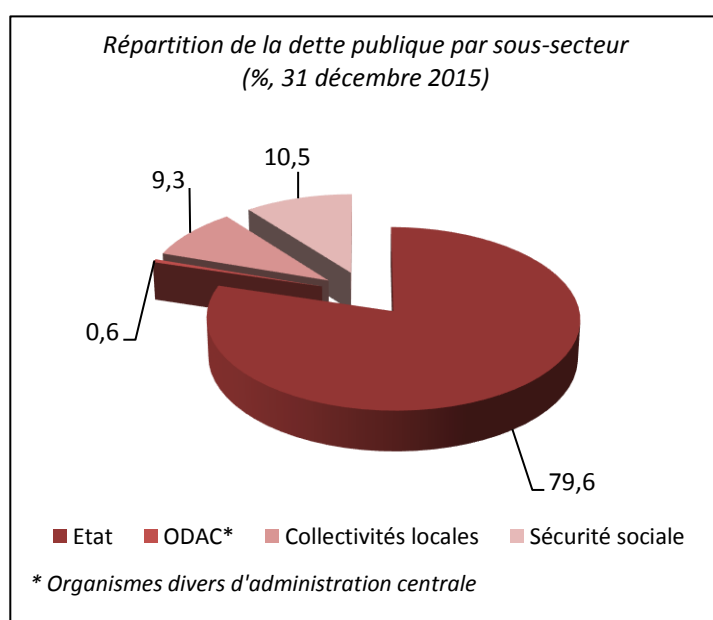
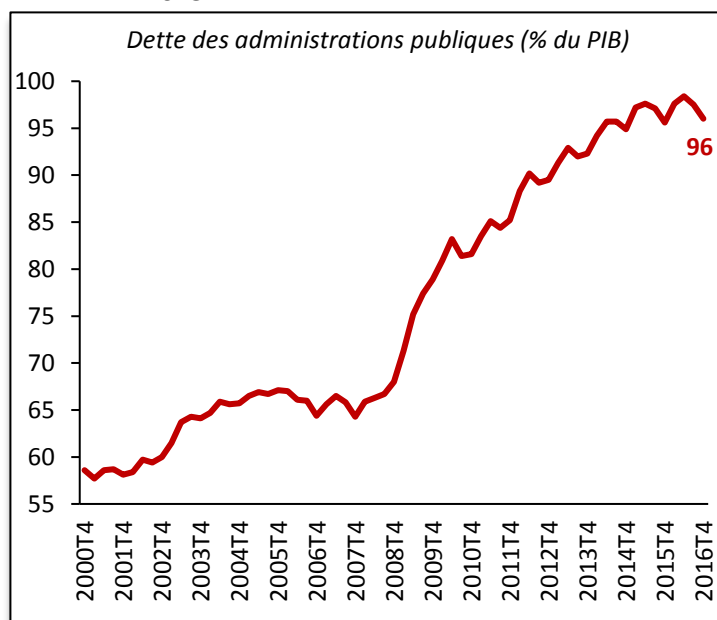
	2015	2016	2016
	Niveau (Mds €)	Niveau (Mds €)	Evolution %
<b>DÉPENSES, dont:</b>	<b>1244,0</b>	<b>1257,2</b>	<b>+1,1</b>
<b>fonctionnement</b>	<b>399,2</b>	<b>401,9</b>	<b>+0,7</b>
<i>rémunérations</i>	<i>281,2</i>	<i>283,6</i>	<i>+0,8</i>
<i>consommations intermédiaires</i>	<i>107,2</i>	<i>107,5</i>	<i>+0,2</i>
<i>charge d'intérêt</i>	<i>48,6</i>	<i>46,1</i>	<i>-5,1</i>
<b>prestations sociales</b>	<b>565,9</b>	<b>576,2</b>	<b>+1,8</b>
<b>autres transferts et subventions y.c CICE</b>	<b>151,6</b>	<b>154,7</b>	<b>+2,0</b>
<b>investissements</b>	<b>76,2</b>	<b>76,1</b>	<b>-0,1</b>
<b>RECETTES, dont:</b>	<b>1165,3</b>	<b>1181,3</b>	<b>+1,4</b>
<b>impôts, dont</b>	<b>628,7</b>	<b>638,9</b>	<b>+1,6</b>
<i>impôts sur le revenu et le patrimoine</i>	<i>274,5</i>	<i>276,2</i>	<i>+0,6</i>
<i>impôts sur les produits et la production</i>	<i>347,5</i>	<i>355,6</i>	<i>+2,3</i>
<b>cotisations sociales effectives</b>	<b>369,9</b>	<b>375,5</b>	<b>+1,5</b>
	% PIB	% PIB	Evolution (points)
<b>DEPENSES PUBLIQUES</b>	<b>56,7</b>	<b>56,2</b>	<b>-0,5</b>
<b>RECETTES PUBLIQUES</b>	<b>53,1</b>	<b>52,8</b>	<b>-0,3</b>
<i>dont PO</i>	<i>44,4</i>	<i>44,3</i>	<i>-0,1</i>
<b>DEFICIT PUBLIC</b>	<b>-3,6</b>	<b>-3,4</b>	<b>0,2</b>
<b>DETTE PUBLIQUE</b>	<b>95,6</b>	<b>96,0</b>	<b>0,4</b>

Source : INSEE

## 4. Dette publique en 2016 : 2 147,2 milliards d'euros (+ 49 milliards d'euros sur un an), soit 96 % du PIB (64,3 % en 2007)

\*La **dette publique au sens de Maastricht** (dette brute) s'est établie à **2 147,2 milliards d'euros au 31 décembre 2016, soit +49,2 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2015.**

Elle représente désormais **96,0% du PIB contre 95,6% un an plus tôt**. Elle est composée à près de 80% de l'endettement de l'Etat.



Source : INSEE

\*La hausse de près de 2% de la dette publique française entre fin décembre 2015 et fin décembre 2016 est **imputable pour l'essentiel à celle de l'endettement de l'Etat** (+48,6 milliards d'euros). L'endettement des administrations publiques locales et de la sécurité sociale n'a progressé « que » de respectivement +2,9 et +4,7 milliards

d'euros. La dette des ODAC a continué de reculer (-6,9 milliards d'euros).

**\*Sur plus longue période, la dette publique s'est alourdie de +1 276,8 milliards d'euros entre 2000 (où elle représentait 59% du PIB) et 2016, dont les 2/3 (+895 milliards d'euros) entre 2007 (64% du PIB) et 2016.**

*Dette publique (au 31 décembre de chaque année)*

Milliards d'euros	2000	2007	2015	2016	2000-2016	2000-2007	2007-2016
<b>Ensemble des administrations publiques</b>	<b>870,4</b>	<b>1252,0</b>	<b>2098,0</b>	<b>2147,2</b>	<b>1 276,8</b>	<b>381,6</b>	<b>895,2</b>
En point de PIB	58,8	64,3	95,6	96,0	37,2	5,5	31,7
Etat	676,3	949,5	1611,3	1709,9	1 033,6	273,2	760,4
Organismes divers d'adm. centrale	41,8	43,4	19,6	12,7	-29,1	1,6	-30,7
Administrations publiques locales	106,7	138,2	196,7	199,6	92,9	31,5	61,4
Administrations de sécurité sociale	45,5	121,0	220,4	225,0	179,5	75,5	104,0

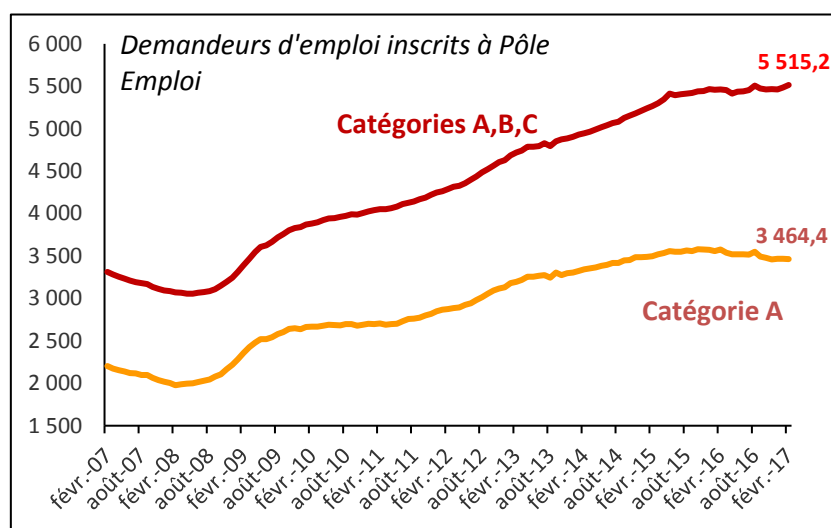
## 5. Demandes d'emploi en février 2017 : 3 464 400 en catégorie A (-3 500 sur un mois et – 113 900 sur un an)

\* Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en **catégorie A (sans emploi)** en **France métropolitaine** a enregistré un **tassement en février 2017**, à 3 464 400 (-3 500, soit -0,1%). Il s'élève à 3 721 400 pour la France entière, y compris les Départements et Régions d'Outre-mer (-2600, soit -0,1%).

Par sexe, cette quasi-stabilité recouvre une hausse chez les femmes et une baisse chez les

hommes. Par tranche d'âge, le nombre des demandeurs d'emploi a baissé uniformément de -0,1%.

\*Au contraire, le nombre total des demandeurs d'emploi - **ensemble des catégories A, B et C** - s'est accru de +22 800 (+0,5%), à **5 515 500**, en France métropolitaine (5 817 600 pour la France entière).



Source : Dares

\* **Entre fin novembre 2016 et fin février 2017, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A s'est accru de +0,2% en France métropolitaine.** Cet accroissement global recouvre une **hausse dans sept régions** (Bourgogne-France-Comté, Centre Val de Loire, Corse, Grand Est, Hauts de France, Occitanie, Pays de la Loire) et une **baisse dans les six autres** (Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Île-de-France, Normandie, Nouvelle Aquitaine, Provence-Alpes-Côte d'Azur). Il s'est accru de **+0,4% dans les Départements-Régions d'Outre-mer** (baisse en Guyane, augmentation en Martinique, en Guadeloupe et dans la Réunion).

**Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A,B,C a augmenté de +0,9% sur trois mois en France métropolitaine**, toutes les régions ayant enregistré une hausse. La hausse est de +0,3% dans les DROM (seule la Guyane a enregistré une baisse).

\* **Entre février 2016 et février 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A s'est réduit de -113 900 personnes en France métropolitaine** (-3,2%), et de -117 200 pour la France entière. En revanche, toutes **catégories confondues**, le nombre des demandeurs d'emploi a continué d'augmenter (+53 700, soit +1% en France métropolitaine).

Le recul du nombre de demandeurs en **catégorie A** sur un an recouvre :

-**par sexe** : une baisse deux fois plus forte chez les hommes (-4,1%) que chez les femmes (-2,2%) ;

-**par tranche d'âge** : un recul des demandeurs de moins de 25 ans (-8%) et à un moindre degré des 25-49 ans (-4,1%), mais une hausse de +1,9% pour les seniors (50 ans et plus) qui représentent 26% des demandeurs sans activité.

### Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A en février 2017 (France métropolitaine)

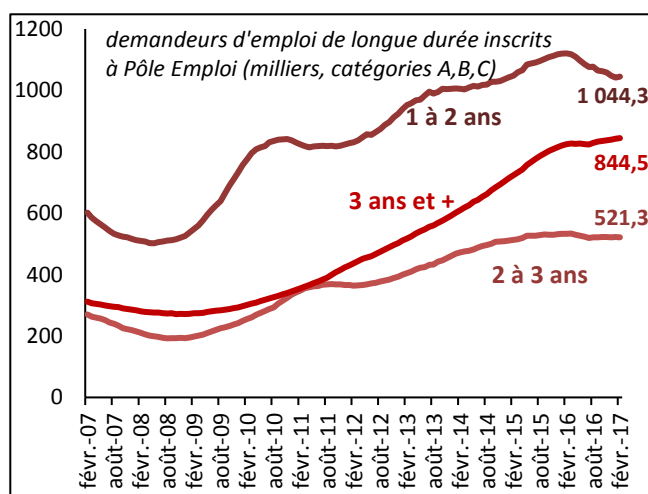
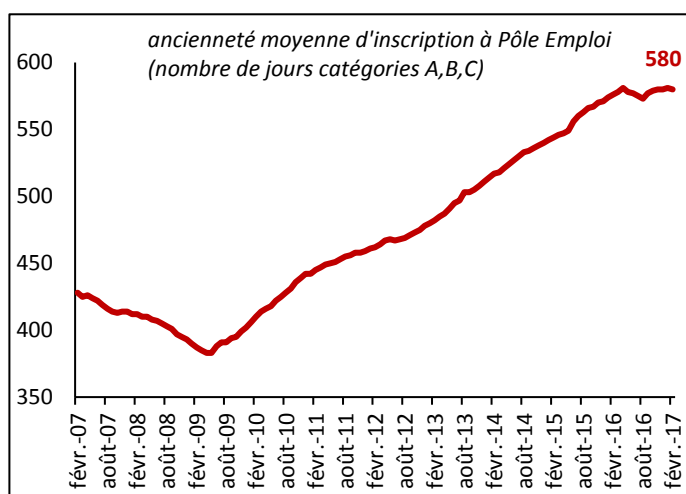
	Niveau	Evolution sur un mois		Evolution sur un an	
	Milliers	milliers	%	milliers	%
Hommes	1798,6	-10,2	-0,6	-77	-4,1
Femmes	1665,8	+6,7	+0,4	-36,9	-2,2
Moins 25 ans	475,5	-0,4	-0,1	-41,5	-8,0
25 à 49 ans	2078,3	-2,3	-0,1	-89,6	-4,1
50 ans ou plus	910,6	-0,8	-0,1	+17,2	+1,9
Ensemble	3464,4	-3,5	-0,1	-113,9	-3,2

Source : Dares

\* La **durée moyenne d'inscription à Pôle emploi** pour l'ensemble des catégories A, B et C est resté stable pour le troisième mois consécutif, avec **580 jours**.

\*Le nombre de **demandeurs d'emploi de longue durée (plus d'un an) s'est accru en février 2017** (+3000) avec **2 410 100** personnes, toutes catégories confondues, (**43,7 % du total**, contre 45,4% en février 2016 et 35,7% en janvier 2007) Il a

baissé de **-68 200 sur un an**. (-2,8%). Elle est imputable aux inscrits à Pôle Emploi depuis un à trois ans. En revanche, les **inscriptions anciennes de trois ans et plus** ont augmenté de +19 800 (+2,4%). Elles concernent désormais 844 500 personnes (824 700 en janvier 2016). Elles représentent 15,3% de l'ensemble des demandes d'emploi (catégories A, B et C), contre 15,1% en février 2016 et 9,4% en février 2007.



Source : Dares

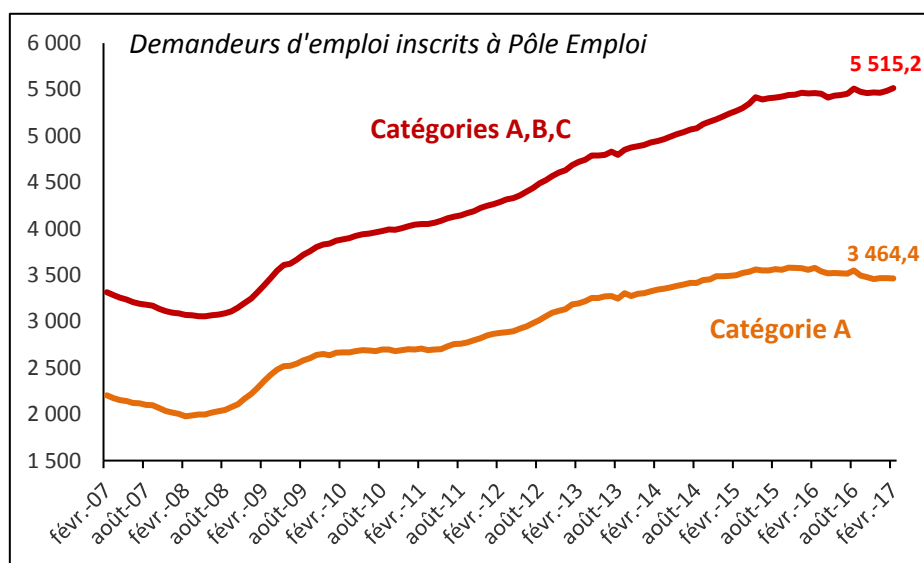
## 6. Demandes d'emploi en février 2017 : 3 464 400 en catégorie A (-3 500 sur un mois et - 113 900 sur un an), 5 515 200 en catégories A,B,C (+28 800 sur un mois et +53 700 sur un an)

\* Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en **catégorie A (sans emploi)** en **France métropolitaine** a enregistré un **tassement en février 2017**, à 3 464 400 (-3 500, soit -0,1%). Il s'élève à 3 721 400 pour la France entière, y compris les Départements et Régions d'Outre-mer (-2600, soit -0,1%).

Par sexe, cette quasi-stabilité recouvre une hausse chez les femmes et une baisse chez les

hommes. Par tranche d'âge, le nombre des demandeurs d'emploi a baissé uniformément de -0,1%.

\*Au contraire, le nombre total des demandeurs d'emploi - **ensemble des catégories A, B et C** - s'est accru de +28 800 (+0,5%), à **5 515 200**, en France métropolitaine (5 817 600 pour la France entière).



Source : Dares

\* **Entre fin novembre 2016 et fin février 2017, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A s'est accru de +0,2% en France métropolitaine.** Cet accroissement global recouvre une **hausse dans sept régions** (Bourgogne-France-Comté, Centre Val de Loire, Corse, Grand Est, Hauts de France, Occitanie, Pays de la Loire) et une **baisse dans les six autres** (Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Île-de-France, Normandie, Nouvelle Aquitaine, Provence-Alpes-Côte d'Azur). Il s'est accru de **+0,4% dans les Départements-Régions d'Outre-mer** (baisse en Guyane, augmentation en Martinique, en Guadeloupe et dans la Réunion).

**Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A,B,C a augmenté de +0,9% sur trois mois en France métropolitaine**, toutes les régions ayant enregistré une hausse. La hausse est de +0,3% dans les DROM (seule la Guyane a enregistré une baisse).

\* **Entre février 2016 et février 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A s'est réduit de -113 900 personnes en France métropolitaine** (-3,2%), et de -117 200 pour la France entière. En revanche, toutes **catégories confondues**, le nombre des demandeurs d'emploi a continué d'augmenter (+53 700, soit +1% en France métropolitaine).

Le recul du nombre de demandeurs en **catégorie A** sur un an recouvre :

-par sexe : une baisse deux fois plus forte chez les hommes (-4,1%) que chez les femmes (-2,2%) ;

-par tranche d'âge : un recul des demandeurs de moins de 25 ans (-8%) et à un moindre degré des 25-49 ans (-4,1%), mais une hausse de +1,9% pour les seniors (50 ans et plus) qui représentent 26% des demandeurs sans activité.

### ***Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A en février 2017 (France métropolitaine)***

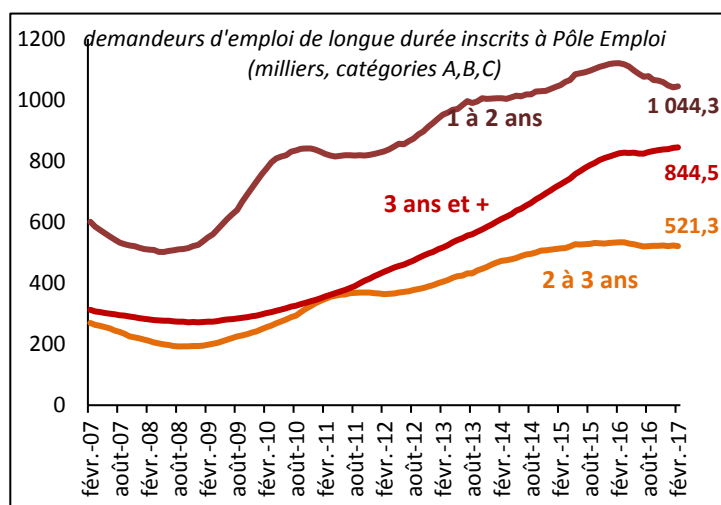
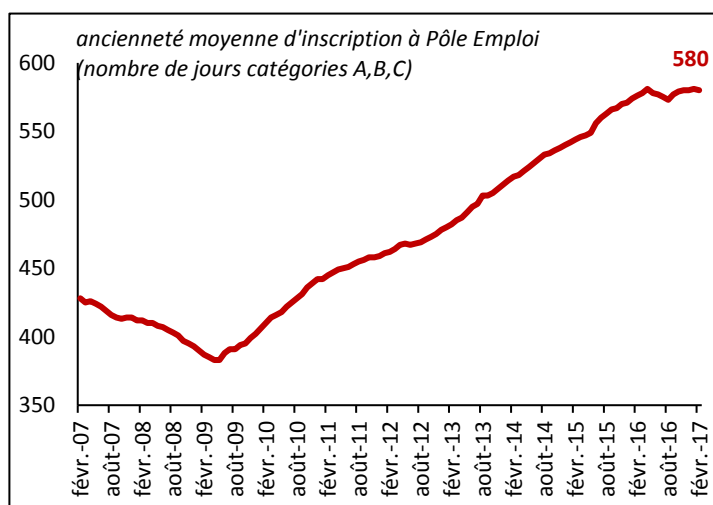
	Niveau	Evolution sur un mois		Evolution sur un an	
	Milliers	milliers	%	milliers	%
Hommes	1798,6	-10,2	-0,6	-77	-4,1
Femmes	1665,8	+6,7	+0,4	-36,9	-2,2
Moins 25 ans	475,5	-0,4	-0,1	-41,5	-8,0
25 à 49 ans	2078,3	-2,3	-0,1	-89,6	-4,1
50 ans ou plus	910,6	-0,8	-0,1	+17,2	+1,9
Ensemble	3464,4	-3,5	-0,1	-113,9	-3,2

Source : Dares

\* La **durée moyenne d'inscription à Pôle emploi** pour l'ensemble des catégories A, B et C est resté stable pour le troisième mois consécutif, avec **580 jours**.

\*Le nombre de **demandeurs d'emploi de longue durée (plus d'un an) s'est accru en février 2017** (+3000) avec **2 410 100** personnes, toutes catégories confondues, (**43,7 % du total**, contre 45,4% en février 2016 et 35,7% en février 2007).

Il a baissé de **-68 200 sur un an**. (-2,8%). Cette baisse est imputable aux inscrits à Pôle Emploi depuis un à trois ans. En revanche, les **inscriptions anciennes de trois ans et plus** ont augmenté de +19 800 (+2,4%). Elles concernent désormais 844 500 personnes (824 700 en février 2016). Elles représentent 15,3% de l'ensemble des demandes d'emploi (catégories A, B et C), contre 15,1% en février 2016 et 9,4% en février 2007.



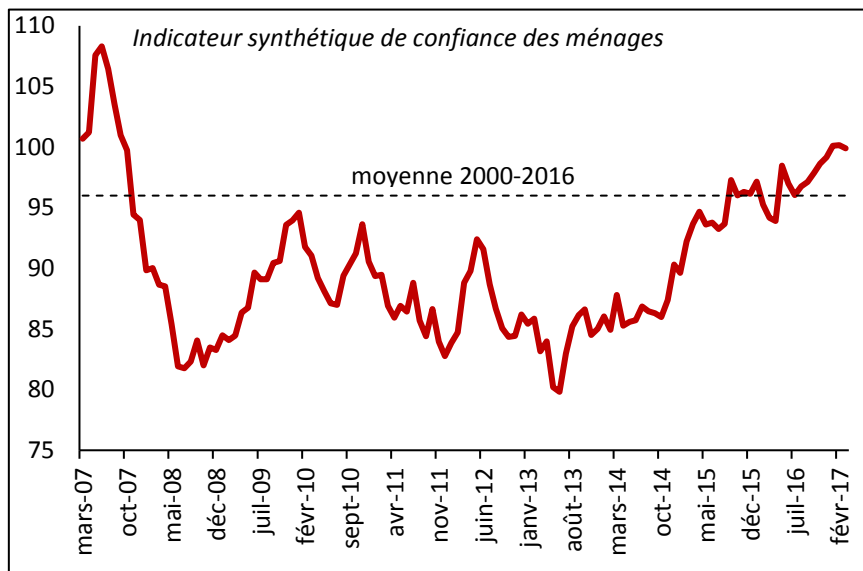
Source : Dares



## 7. Moral des ménages en mars 2017 : stabilité de l'indicateur de confiance sur un mois, au-dessus de sa moyenne de longue période

\* Selon la dernière enquête de l'INSEE, *la confiance des ménages est restée stable en mars 2017*. L'indicateur qui la synthétise s'est

en effet maintenu à 100, au-dessus de sa moyenne de longue période (2000-2016). Il demeure à son plus haut niveau depuis l'automne 2007.



Source : INSEE

\* Dans le détail, concernant le « contexte économique », *l'opinion des ménages sur le niveau de vie passé en France s'est légèrement amélioré* en mars mais demeure inférieur à sa moyenne de long terme. A l'inverse, *le solde d'opinion sur le niveau de vie futur a légèrement diminué* mais se situe à sa moyenne de longue période.

Dans le même temps, leurs « *craintes concernant le chômage* » sont restées quasi inchangées après s'être légèrement accrues en février. Le solde d'opinion reste ainsi bien au-dessus de sa moyenne de longue période, à des niveaux historiquement bas depuis l'été 2008.

Enfin, en mars les ménages ont été plus nombreux qu'en février à anticiper que *les prix augmenteraient au cours des douze prochains mois* (+ 4 points).

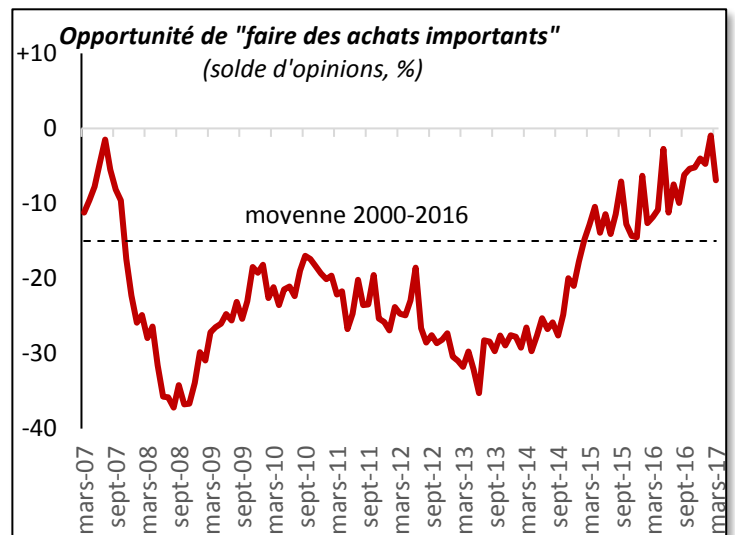
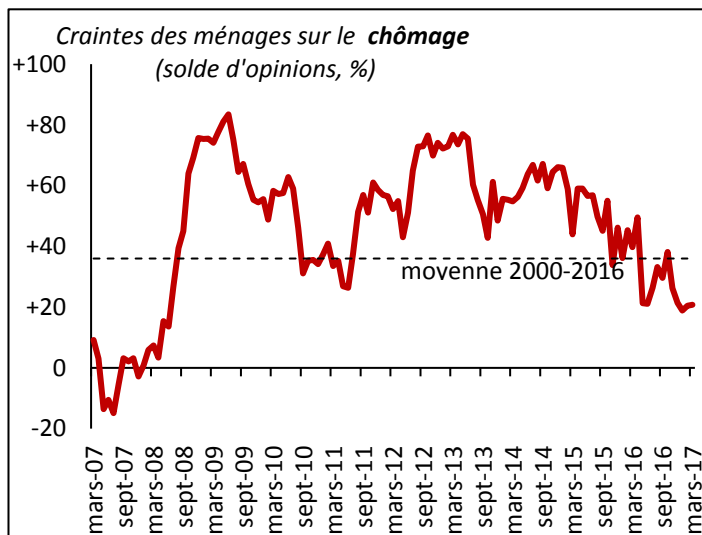
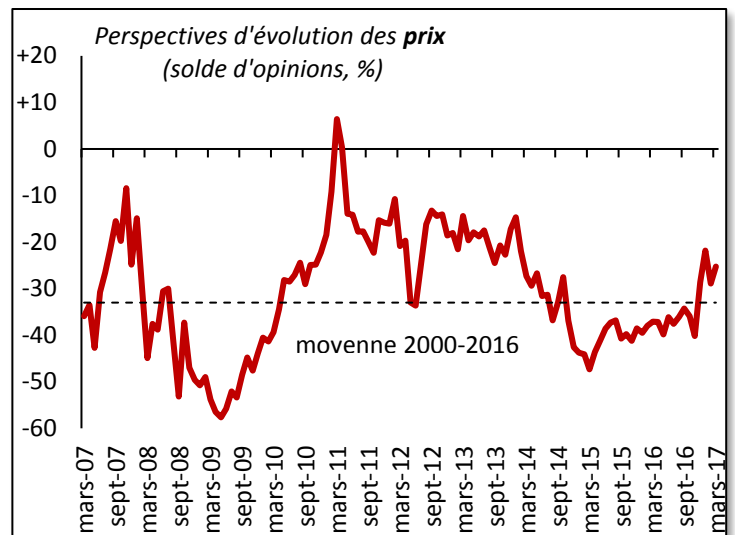
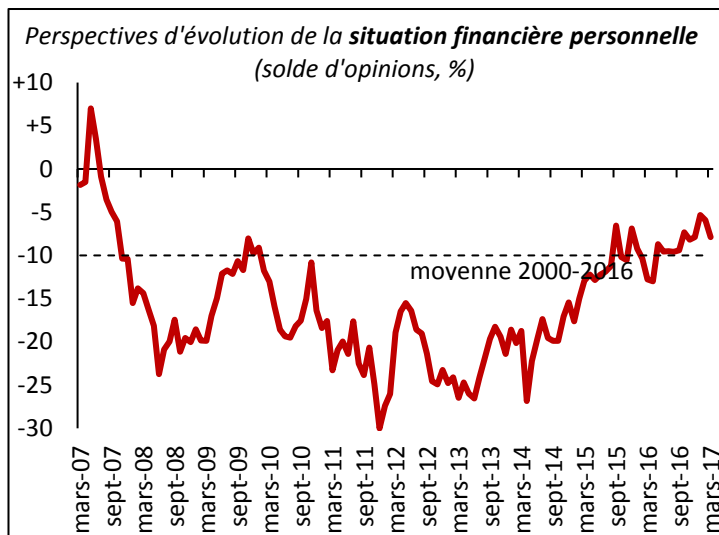
\* S'agissant de leur « situation personnelle », la perception qu'ont les

ménages de leur *situation financière future s'est détériorée*. Le solde d'opinion correspondant a ainsi reculé de -2 points après avoir retrouvé en janvier son niveau de moyenne période qui n'avait pas été *atteint depuis septembre 2007*.

La proportion des ménages estimant qu'il est « *opportun de faire des achats importants* » a nettement diminué (-6 points) après avoir progressé sensiblement en février (+4 points).

Pour le troisième mois consécutif, les ménages estimant qu'il est « *opportun d'épargner* » ont été plus nombreux : le solde d'opinion a augmenté de +2 points, après +3 en février et +6 en janvier.

Enfin le solde d'opinion des ménages sur leur *capacité d'épargne actuelle* s'est amélioré (+ 1 point) tandis que celui sur leur *capacité future* a reculé (-1 point).



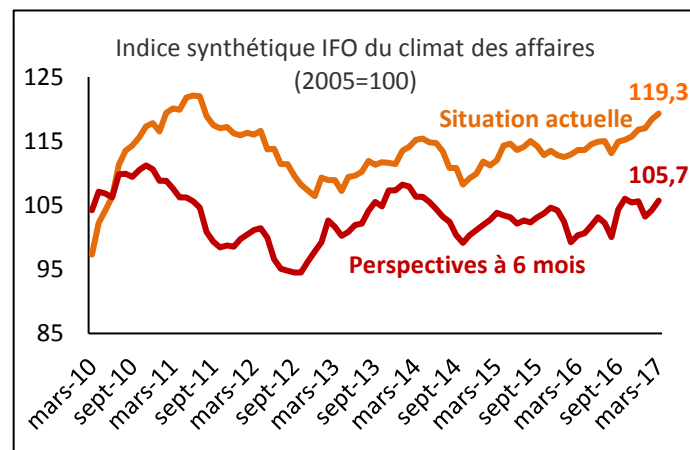
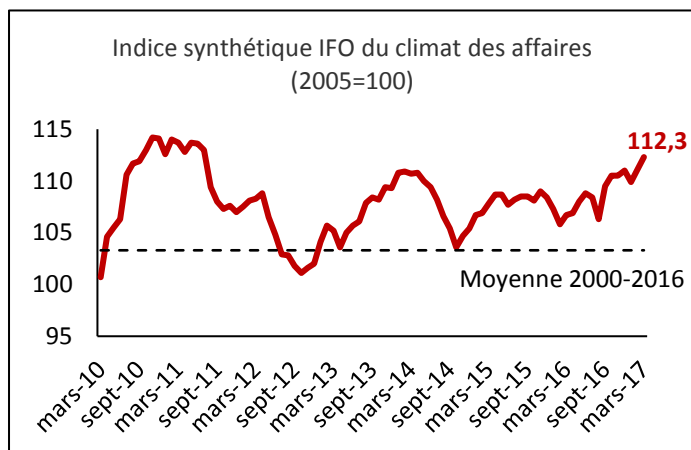
Source : INSEE



## 8. Climat des affaires en Allemagne en mars 2017 : franche amélioration de la situation courante et des anticipations à six mois

\* Le climat des affaires dans la construction, l'industrie et le commerce en Allemagne s'est amélioré en mars 2017, pour le deuxième mois consécutif. **L'indicateur synthétique IFO a en effet**

**augmenté de +1,2 point par rapport à celui de février pour s'établir à 112,3**, bien au-dessus de sa moyenne de longue période (103,3 entre 2000 et 2016).



Source : IFO

\* Cette amélioration du climat des affaires s'explique à la fois par **la hausse continue de la perception qu'ont les entreprises de la « situation actuelle » ainsi que de leurs « perspectives d'activité à six mois »**. L'indice correspondant à l'appréciation de la situation actuelle a augmenté pour le sixième mois consécutif pour s'établir à 119,3 (+0,9 point par rapport à février), soit un plus haut depuis l'été 2011. L'indice correspondant aux perspectives d'activité à horizon six mois a augmenté de +1,5 point par rapport à février pour s'établir à 105,7.

\* D'un point de vue sectoriel, l'amélioration du climat des affaires allemand a été portée par l'ensemble des secteurs à l'exception du commerce gros :

- dans **l'industrie manufacturière**, les entreprises interrogées ont déclaré être satisfaites du climat économique actuel et sont toujours aussi optimistes pour les six mois à venir du fait d'un « **renouvellement de la demande** ». L'indice du climat des affaires

a ainsi atteint son plus haut niveau depuis février 2011 ;

- dans la **construction**, le climat des affaires a rebondi après deux mois de déclin « **marqué** ». Ce rebond a été permis par la meilleure appréciation des entreprises sur leur situation actuelle, l'indice atteignant son plus haut niveau depuis 1991. Les entreprises ont également exprimé leur optimisme pour les mois à venir ;
- dans le **commerce de détail**, le climat des affaires s'est amélioré principalement grâce à une appréciation « **beaucoup plus favorable** » sur la situation actuelle. En revanche, les anticipations à six mois se sont légèrement dégradées ;
- enfin, dans le **commerce de gros** le climat des affaires s'est fortement détérioré en mars (diminution de -3,9 points de l'indice) après la hausse du mois précédent.

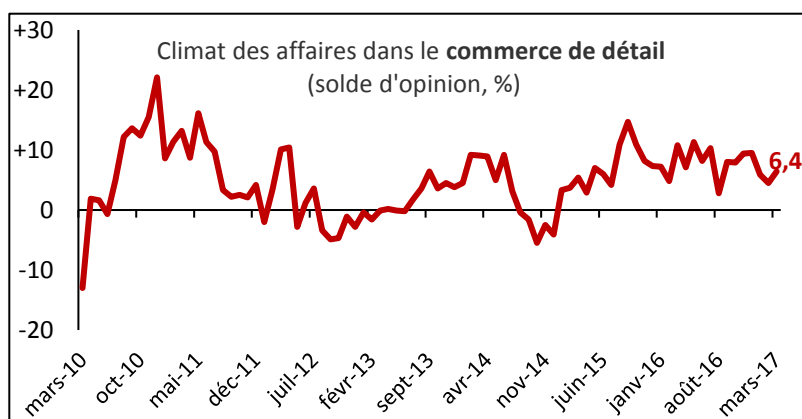
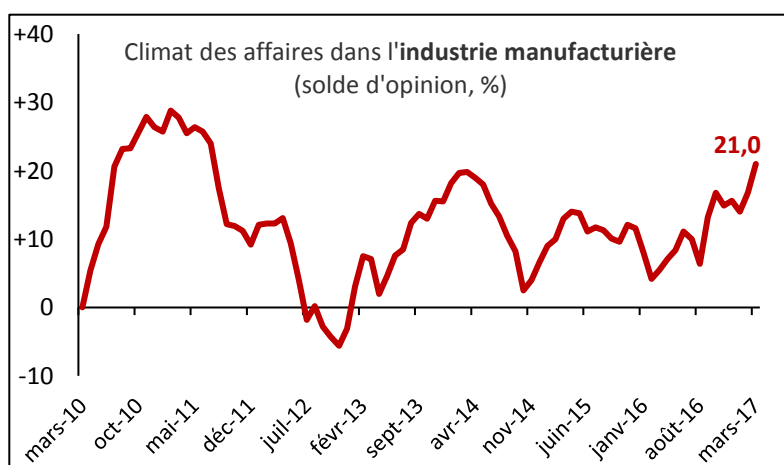
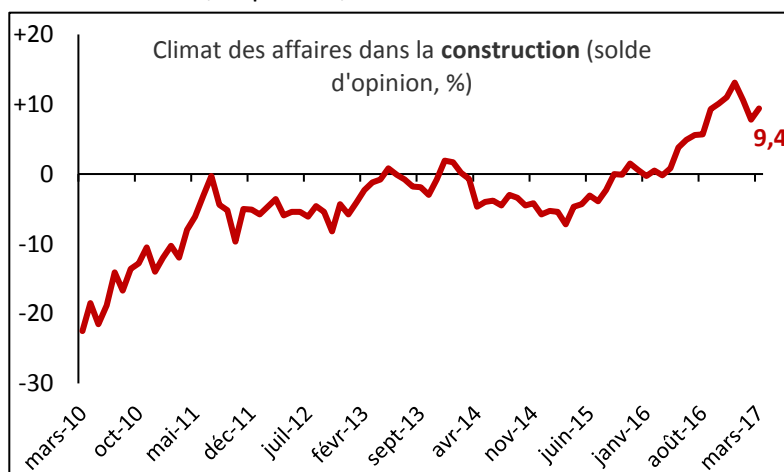
\*

***L'amélioration continue du climat des affaires suggérée par l'indice IFO en mars est confirmée par la première estimation des indices PMI publiés par Markit Economics sur ce même mois.***

Dans le **secteur manufacturier** en effet, le rythme de progression de l'activité a accéléré, le PMI correspondant étant ressorti à 58,3 après 57,4

en février, soit un plus haut depuis 71 mois. Il en va de même dans **les services** avec un PMI à 55,6 après 54,4 le mois dernier.

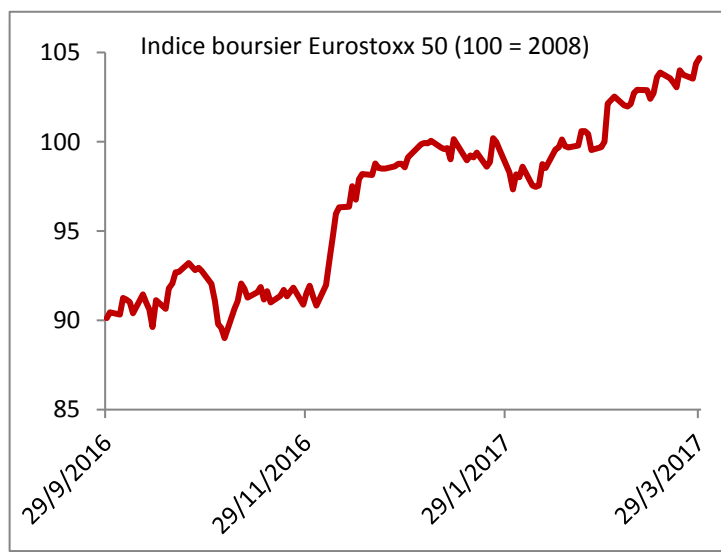
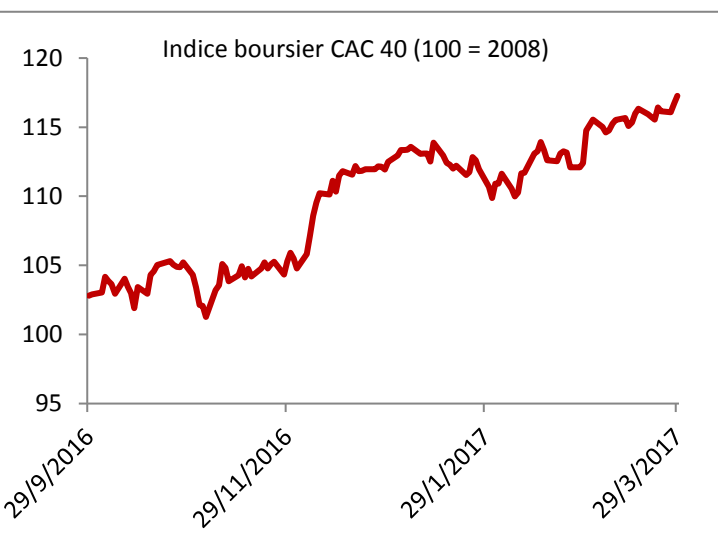
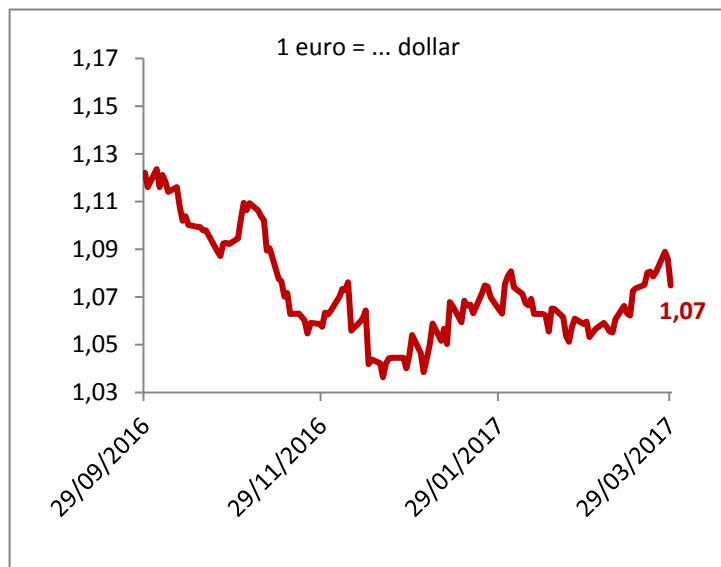
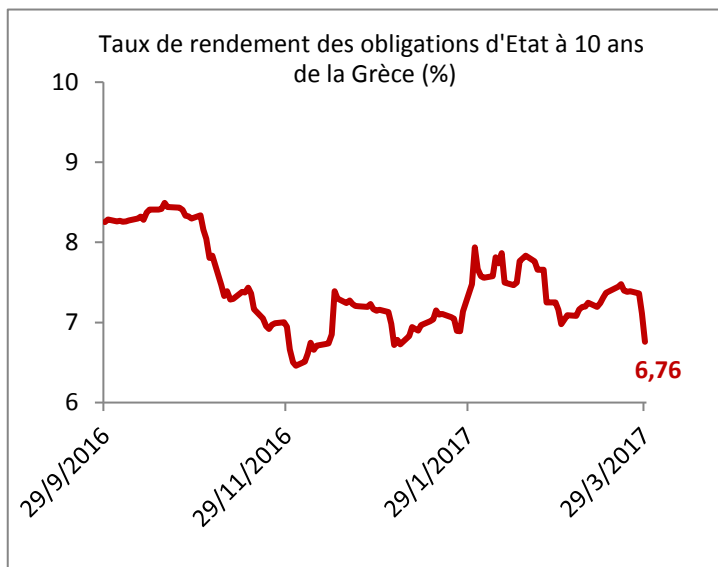
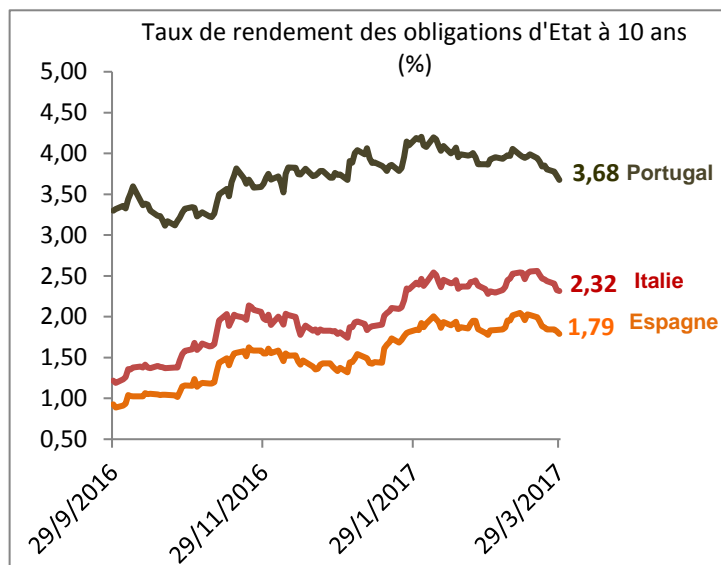
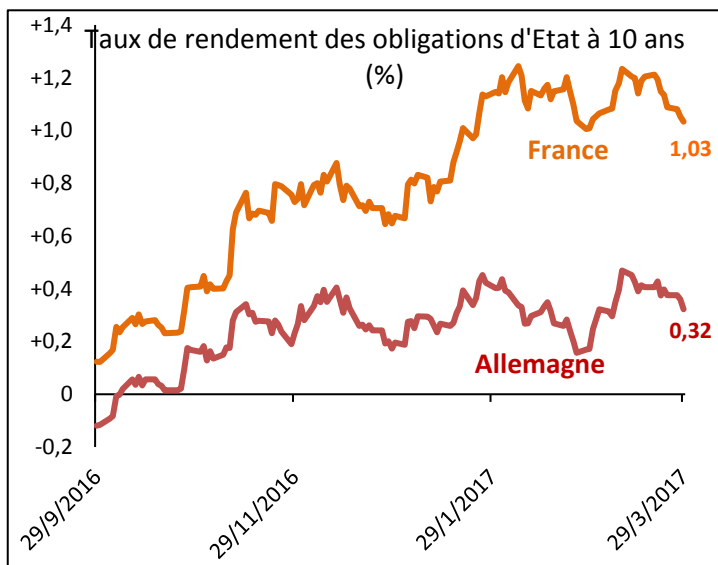
Selon Markit, cette première estimation des indices PMI suggère une « *solide croissance au premier trimestre* »

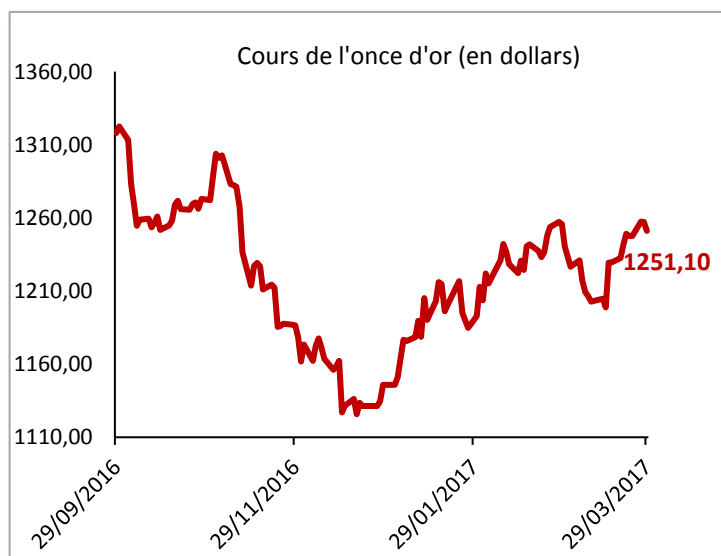
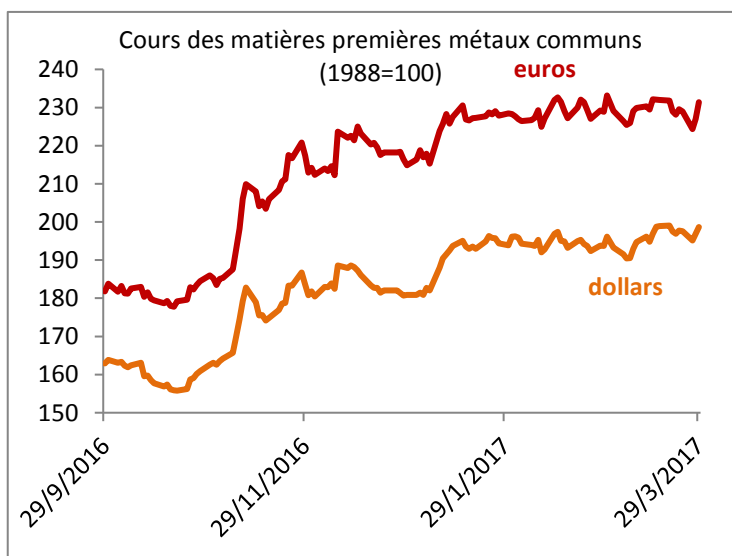
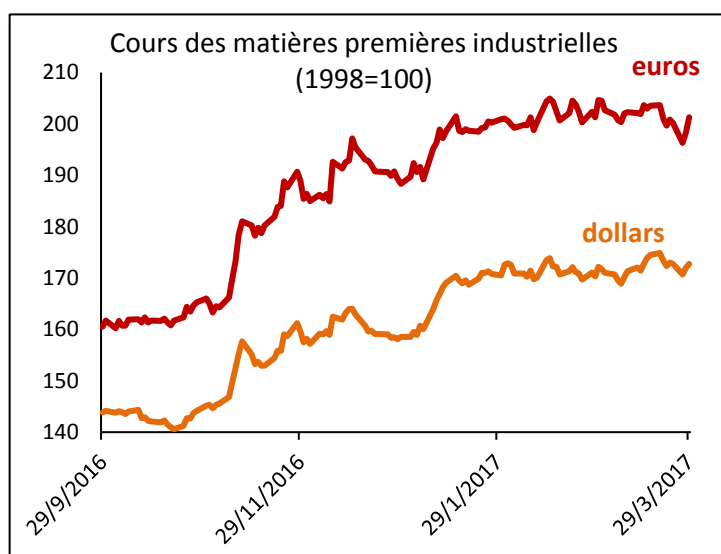
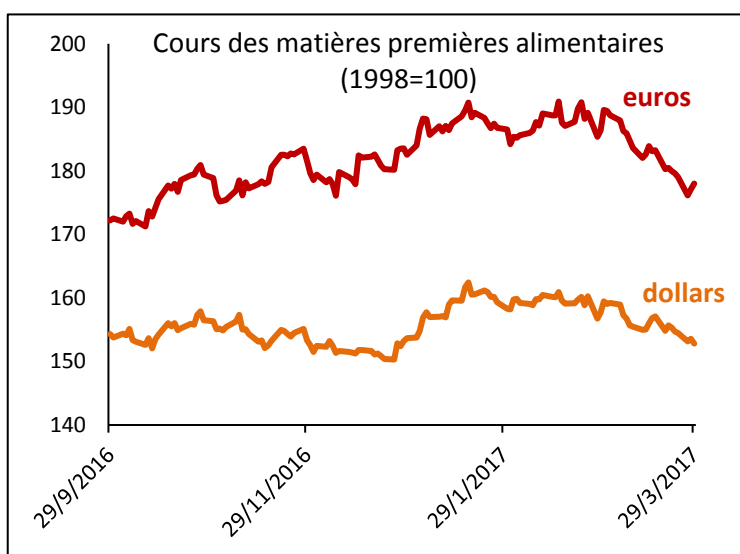
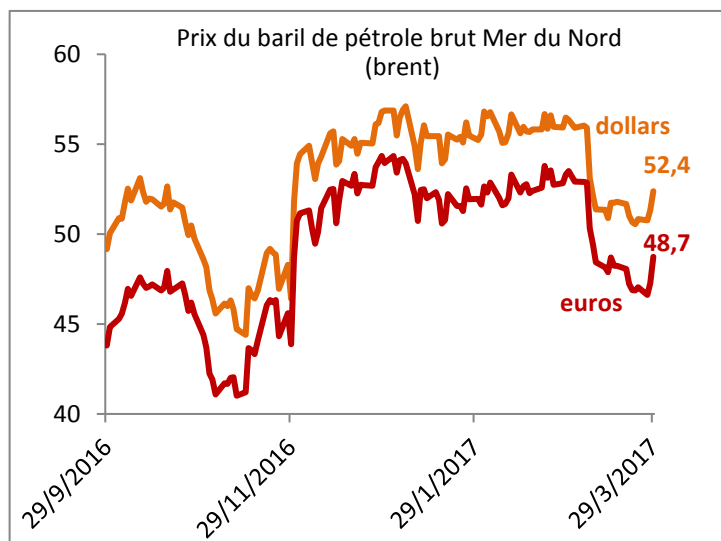
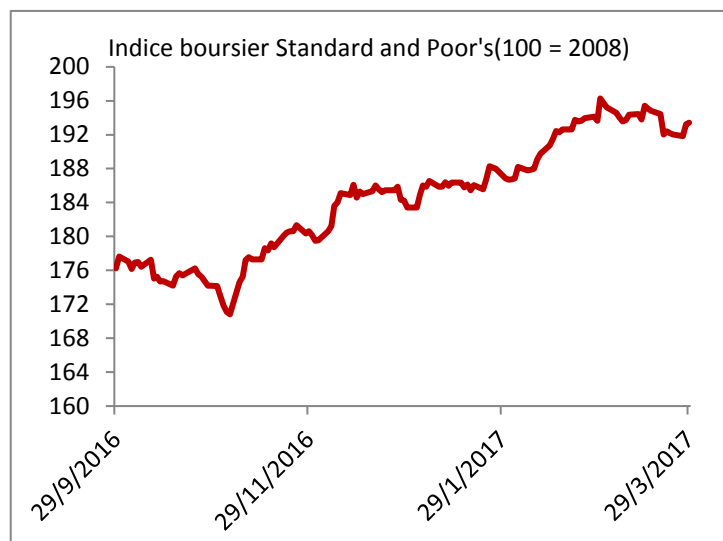


Source: IFO



## 8. Tendances récentes des marchés : détente des taux à 10 ans, rebond du prix du pétrole





Contact : [gde-lavernee@medef.fr](mailto:gde-lavernee@medef.fr) / [abenhamou@medef.fr](mailto:abenhamou@medef.fr)

Rédaction achevée le 30 mars 2017

La Météo de l'éco - Prenez la température de l'économie française  
en quelques clics, avec 30 indicateurs

➤ Connectez-vous sur [www.meteodeleco.fr](http://www.meteodeleco.fr)  
➤ ou téléchargez l'application gratuitement sur :

